

Questions au Feuilleton

a-t-elle reçu des protestations contre ce projet de réinstallation, étant donné que Thorsby est proche du centre de villégiature du lac Pigeon et b) combien de protestations a-t-elle reçues?

2. La GRC étudiera-t-elle de nouveau son projet de déménagement à la suite de ces instances?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, la réponse aux parties 1 et 2 de la question est la suivante: Lorsqu'il s'agit de déterminer où seront postés les détachements de la Gendarmerie royale du Canada dans une province où la Gendarmerie est liée par contrat pour remplir les fonctions d'un service de police, la principale responsabilité incombe au procureur général de ladite province. Toutefois, on m'informe qu'il n'existe actuellement aucun projet de réinstallation du détachement présentement situé à Thorsby (Alberta).

LES REVENUS FISCAUX TIRÉS DES BOISSONS GAZEUSES

Question n° 549—**M. Latulippe:**

Quels revenus le gouvernement a-t-il retirés de la taxe sur les liqueurs douces en a) 1970, b) 1971 et c) 1972?

L'hon. Robert Stanbury (ministre du Revenu national): Nous ne sommes pas en mesure de fournir les renseignements demandés puisque toutes les recettes des taxes de vente sont inscrites dans un seul compte général quelle que soit leur provenance.

LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA EN 1971-1972

Question n° 577—**M. Lambert (Bellechasse):**

1. Quel nombre total d'obligations d'épargne le gouvernement a-t-il émises au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1972?

2. De ce nombre, combien la Banque du Canada s'est-elle portée acquéreur?

3. Combien le gouvernement en a-t-il rachetées au cours de la même période de temps?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): 1. Les ventes brutes d'obligations d'épargne du Canada durant l'année fiscale se terminant le 31 mars 1972 se sont chiffrées à \$2,609,860,000.

2. Néant.

3. Durant cette période, le gouvernement a racheté des obligations d'épargne du Canada en circulation dont la valeur brute était de \$704,200,000.

LES VENTES AU 31 DÉCEMBRE 1972 D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

Question n° 579—**M. Lambert (Bellechasse):**

1. Quel nombre total d'obligations d'épargne le gouvernement a-t-il émises du 1^{er} avril 1972 au 31 décembre 1972?

2. De ce nombre, combien la Banque du Canada s'est-elle portée acquéreur?

3. Combien le gouvernement en a-t-il rachetées au cours de la même période de temps?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): 1. Les ventes brutes d'obligations d'épargne du Canada durant l'année fiscale en cours, jusqu'au 31 décembre 1972, se sont chiffrées à \$2,012,490,000.

2. Néant.

3. Durant cette période, le gouvernement a racheté des obligations d'épargne du Canada en circulation dont la valeur brute était de \$626,600,000.

[M. Schellenberger.]

[Français]

LE FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LES PROJETS D'HIVER—LA PART DU QUÉBEC

Question n° 597—**M. Laprise:**

En vertu du Programme Fonds d'investissement pour les projets d'hiver annoncé par le ministre des Finances le 6 décembre 1972, le gouvernement de la province de Québec a-t-il accepté, en tout ou en partie, l'offre de fonds de \$113.9 millions qui lui a été offerte, et, dans la négative, en a-t-il donné la raison?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Le gouvernement de la province du Québec a accepté en entier le montant de \$113.9 millions qui représentait sa part du Fonds d'investissement pour les projets d'hiver.

[Traduction]

LE PROGRAMME DU MEER—GANANOQUE (ONT.) ET LES RÉGIONS DÉSIGNÉES

Question n° 649—**M. Cossitt:**

Le gouvernement envisage-t-il d'inclure la région de Gananoque en Ontario, parmi les régions désignées, pour qu'elle soit admissible aux subventions accordées dans le cadre du Programme MEER?

M. Marcel Prud'homme (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): A l'heure actuelle, il existe deux régions désignées en Ontario. Il est prévu que les régions B et C demeureront des régions désignées jusqu'aux 31 décembre 1973 et 30 juin 1973 respectivement. (Gananoque ne se trouve ni dans l'une ou l'autre de ces régions). Des consultations concernant les futures régions désignées seront tenues avec la province de l'Ontario avant les dates susmentionnées. Ces rencontres auront lieu au cours des prochains mois. Aucune décision ne sera prise concernant des changements à apporter dans les régions désignées actuelles avant que ces discussions n'aient eu lieu.

*L'ÉTUDE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DE LORNEVILLE

Question n° 784—**M. Fairweather:**

Quand publiera-t-on l'étude des incidences environnementales de Lorneville?

M. William Rompkey (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, l'étude en question sera publiée le 7 février 1973.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

SCIENCE ET TECHNOLOGIE—LES CONTRATS AUX FINS DE RECHERCHE

Question n° 119—**M. Nystrom:**

1. Au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, quelle somme totale le département d'État chargé de la Science et de la Technologie a-t-il consacrée aux contrats accordés à des particuliers et à des organismes de l'extérieur aux fins de recherche, développement et autres services de consultation?

2. Quels sont leurs noms et adresses et à combien revenait chaque contrat?

3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?

4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats aux fins de